



Bulletin électronique d'information du ministère du Travail


## Volume 7, n° 5 - Novembre 2010

---

### NOUVELLES DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES

#### De nouvelles protections pour les salariés québécois

L'Assemblée nationale du Québec adoptait, en septembre dernier, le projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de favoriser l'exécution réciproque de décisions ordonnant le paiement d'une somme d'argent. Lors de la présentation du projet de loi, la ministre du Travail, M<sup>me</sup> Lise Thériault, a tenu à préciser que l'objectif est de mieux protéger les travailleurs. « Avec l'adoption de ce projet de loi, la Commission des normes du travail pourra dorénavant faire exécuter, dans les autres provinces, une ordonnance pour des sommes dues à des salariés lorsque leur employeur n'a plus d'entité au Québec. »

[Communiqué de la ministre du Travail](#) 

#### Le Ministère a pris une part active au 13<sup>e</sup> Congrès mondial des ressources humaines


Au nom du gouvernement du Québec, la ministre du Travail, M<sup>me</sup> Lise Thériault, a prononcé l'allocution d'ouverture pour souhaiter la bienvenue aux 3 500 congressistes venus de 60 pays. Elle a rappelé « qu'au Québec, nous sommes avant-gardistes dans l'application de nos politiques de relations du travail et de gestion des ressources humaines. Mais, pour nous permettre de demeurer un leader dans ces domaines, nous devons nous inspirer de ce qui se fait de mieux ailleurs dans le monde ».

L'équipe de médiation du ministère du Travail a participé activement à ce congrès mondial en faisant connaître son expertise en relations du travail. Ainsi, c'est en se basant sur un exemple concret que M<sup>me</sup> Monique Richard a présenté une conférence innovatrice sur le cas d'une entreprise où les relations du travail ont connu une transformation réussie. M. Daniel Cholette a animé, quant à lui, un déjeuner-causerie portant sur la médiation en matière de harcèlement psychologique.

M<sup>me</sup> Bianca Tanguay-Lavallée et M. Bernard Pelletier de la Direction générale des politiques et de la recherche étaient au stand du Ministère pour y présenter ses publications. Trois médiateurs de la Direction générale des relations du travail, M<sup>me</sup> Louise Létourneau, M. Jean-Pierre Gosselin et M. Denis Giasson, étaient également présents.

Le congrès organisé par l'Ordre des conseillers en ressources humaines avait lieu à la fin septembre au Palais des congrès de Montréal.

#### La CSST ajoute un nouveau volet à son programme de prévention en milieu scolaire

La Commission de la santé et de la sécurité du travail a annoncé récemment que son programme d'éducation à la prévention en milieu scolaire propose désormais un nouveau volet intitulé *Sécurité premier emploi* . Celui-ci a été conçu à l'intention des élèves du primaire, du secondaire et des centres de formation professionnelle qui en sont à leur première expérience sur le marché du travail.

#### La Commission de l'équité salariale dresse un bilan positif de sa tournée d'information dans tout le Québec

La Commission de l'équité salariale a entrepris, au cours de la dernière année, une tournée d'information visant essentiellement à sensibiliser les employeurs à l'urgence de se conformer à la nouvelle loi d'ici le 31 décembre 2010. Son non-respect entraînera des

pénalités financières importantes pour les contrevenants.

La présidente de la Commission, M<sup>me</sup> Louise Marchand, et son équipe ont procédé à 63 présentations de la Loi auprès de 2 400 personnes. Les équipes de formation mises en place ont également sillonné le Québec pour offrir 287 ateliers à plus de 8 000 participants et participantes. Plusieurs autres activités de communication ont été réalisées afin de faire connaître les nouvelles dispositions et faire en sorte que toutes les entreprises assujetties appliquent la Loi dans les meilleurs délais.

[Communiqué de la CESQ](#)

## Une nouvelle brochure d'information pour le Bureau d'évaluation médicale

Pour informer les travailleurs dont le dossier lui a été soumis, le [Bureau d'évaluation médicale](#) (BEM) du ministère du Travail a produit une [brochure](#) sous forme de questions et réponses. Cet utile document d'information présente le BEM, traite de son expertise médicale, de la convocation et du processus d'évaluation médicale. Il est également disponible en [version Web](#).

## FAITS SAILLANTS EN RELATIONS DU TRAVAIL

### Demande de modernisation du *Code du travail* pour l'adapter aux nouvelles réalités du monde du travail

Le 22 septembre dernier, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une [motion](#) invitant à moderniser le *Code du travail*. Elle se lisait ainsi : « C'est dans la perspective d'avoir un *Code du travail* qui reflète les nouvelles réalités du monde du travail, que l'Assemblée nationale demande au gouvernement du Québec d'étudier la possibilité de moderniser le *Code du travail*, particulièrement en ce qui concerne les dispositions antibriseurs de grève, afin notamment de tenir compte de l'impact des nouvelles technologies. »

### Conflit au *Journal de Montréal* : rejet de la dernière proposition patronale

Réunis en assemblée générale le 12 octobre dernier, les membres du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* ont rejeté, dans une proportion de 89 %, l'hypothèse de règlement qui leur avait été soumise par leur employeur. Rappelons que les dernières négociations entre les parties se sont tenues en présence d'un médiateur spécial nommé par le ministère du Travail, M. Jean Poirier. Les syndiqués sont en lock-out depuis le 24 janvier 2009.

Le syndicat et l'employeur ont réagi publiquement à ce vote :

[Communiqué du syndicat](#)

[Communiqué du Journal de Montréal](#)

### Nouvelles conventions collectives dans le secteur de la construction

L'Alliance syndicale et l'Association des entrepreneurs en construction du Québec sont parvenues à une entente sur les clauses communes aux quatre nouvelles conventions collectives de l'industrie de la construction. Les syndiqués ont voté à 80 % en faveur de ces ententes. Depuis le 26 septembre dernier, de nouveaux [taux de salaire](#) et de cotisations aux avantages sociaux sont donc en vigueur.

### Nouvelle convention collective chez Walmart à Gatineau

Dans le cadre du différend opposant la compagnie Walmart Canada et la section 500 des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, l'arbitre Marcel Morin a fixé pour trois ans les termes de la première convention collective qui régit les conditions de travail des salariés du magasin de Gatineau, dans le secteur de Hull. La convention est rétroactive au 17 décembre 2008, date de l'accréditation syndicale. Les employés auront droit à une augmentation salariale de 0,30 \$ l'heure en 2010 et en 2011.

[Article de Radio-Canada](#)

## **Les employés d'un magasin Walmart de la Saskatchewan pourront se syndiquer**

Dans un jugement rendu le 15 octobre 2010, la Cour d'appel de la Saskatchewan a débouté la compagnie Walmart qui tentait d'empêcher la syndicalisation des employés de son magasin de Weyburn. Le local 1400 du Syndicat des travailleurs unis de l'alimentation et du commerce tente depuis 2004 d'obtenir une accréditation syndicale pour représenter les salariés de cette succursale de la multinationale américaine.

*Article de Radio-Canada*

## **La Ville de Montréal et ses cols bleus s'entendent pour une nouvelle convention**

Les 6 000 travailleurs manuels de la Ville de Montréal ont maintenant une nouvelle convention collective qui demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012. Cette entente fait suite à la recommandation du conciliateur du ministère du Travail, M. Stéphane Giraldeau.

*Article du journal Le Devoir*

## **Les employés de la cafétéria du Cégep de Trois-Rivières ont une nouvelle convention**

Les Services alimentaires Compass, qui exploitent la cafétéria du Cégep, ainsi que leur personnel affilié à la CSN ont signé une nouvelle convention collective d'une durée de cinq ans. Celle-ci prévoit, entre autres, que les employés recevront des augmentations salariales globales de 15 % et obtiendront deux congés de maladie monnayables.

## **Entente de principe adoptée dans une proportion de 88 % par les pompiers de Gatineau**

Les membres de l'Association des pompiers et pompières de Gatineau ont maintenant une convention collective d'une durée de cinq ans. L'ancienne était échue depuis le 31 décembre 2007. Les travailleurs salariés de la Ville, les salariés retraités ainsi que la succession des salariés décédés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et la signature de la convention bénéficient d'une rétroactivité. La convention prévoit également un boni lié à la productivité.

## **Première convention collective du Collège Champagneur de Rawdon**

Le Syndicat des employés du Collège Champagneur de Rawdon et le Collège Rawdon ont signé leur première convention collective. En novembre 2007, une accréditation avait été accordée pour représenter les dix-sept enseignants et les quatre techniciens du collège. Selon le syndicat, le calcul du nombre d'enseignants nécessaire à l'accomplissement de la tâche est désormais mieux défini. De plus, les techniciens bénéficient d'une sécurité d'emploi et d'améliorations en matière de congés.

*Communiqué de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec*

## **L'Université de Montréal s'entend avec ses professeurs**

Près de 1 270 professeurs de l'Université de Montréal disposent maintenant d'une nouvelle convention collective. Rétroactive au 1<sup>er</sup> juin 2008, celle-ci prendra fin le 31 mai 2013.

*Communiqué de l'Université de Montréal*

## **Convention collective de longue durée à la Société de transport de Trois-Rivières**

Les 120 salariés de la Société de transport de Trois-Rivières (STTR) ont entériné le 17 octobre dernier les termes d'une nouvelle convention collective de travail. L'entente conclue avec l'employeur couvre une période de huit ans, du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2016. La section locale 4115 du Syndicat canadien de la fonction publique représente tous les employés de la STTR, soit les chauffeurs d'autobus, les mécaniciens et les employés de bureau.

[Communiqué du syndicat](#)

## **Adoption du projet de loi 112 autorisant la conclusion de conventions collectives de plus de trois ans dans les secteurs public et parapublic**

À peine trois mois après l'échéance des conventions collectives, les parties sont parvenues à signer une entente de principe historique. L'entente prévoit notamment des augmentations salariales de 7 % sur cinq ans dont 1 % lié à l'inflation qui s'appliquerait le dernier jour des conventions collectives.

[Communiqué du cabinet de la présidente du Conseil du trésor](#)

## **Conventions collectives de compétence fédérale**

### **Port de Montréal**

Les travailleurs du Syndicat des débardeurs SCFP du port de Montréal ont entériné une entente de principe renouvelant leur convention jusqu'au 31 décembre 2012. Celle-ci prévoit notamment des hausses salariales de 1,5 à 2,5 %. En juillet dernier, l'employeur avait décrété un lock-out qui avait été levé cinq jours plus tard.

[Communiqué du SCFP](#)

### **Le Canadien National**

Le Canadien National et la Conférence ferroviaire Teamster Canada ont conclu une entente de principe d'une durée de trois ans. Le contrat des 2 700 travailleurs était échu depuis le 22 juillet 2010. L'entente de principe permet ainsi d'éviter ce qui aurait pu être la deuxième grève en moins d'un an au sein de l'entreprise ferroviaire.

[Article de la Presse canadienne](#)

## **ESPACE MÉDIATION-CONCILIATION**

### ***Des spécialistes en relations du travail au service des parties***

Voilà le titre de la nouvelle [brochure](#) d'information sur les services en relations du travail que vient de publier le ministère du Travail. Ce document présente les quatre grands domaines d'expertise du Ministère lorsque les parties ont besoin d'un soutien extérieur pour résoudre les difficultés liées à leurs négociations ou lorsque des problèmes surviennent dans les milieux de travail. L'aide à la négociation de contrats collectifs de travail, la médiation préarbitrale, l'amélioration des relations de travail (médiation préventive) ainsi que la nomination d'arbitres sont parmi les services offerts par la Direction générale des relations du travail du Ministère. Pour vous procurer la brochure, vous pouvez communiquer avec nous par [courriel](#).

## **NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS**

### **Bangladesh : hausse de 80 % du salaire minimum des travailleurs du textile**

Après des mois de manifestations violentes organisées par les ouvriers du textile, les autorités du Bangladesh ont augmenté le salaire minimum de 80 %. Celui-ci passera de 23 à 43 \$ mensuellement.

Articles de [l'Expansion](#) et de [Radio-Canada](#)



## **Discrimination aux États-Unis : Novartis remettra 152,5 M\$ à des milliers d'employées**

Le fabricant de médicaments Novartis devra remettre jusqu'à 152,5 M\$ à des milliers de femmes américaines. Un jury new-yorkais a déterminé que celles-ci avaient été victimes de discrimination en étant payées moins que leurs collègues masculins. Une entente est ensuite intervenue entre les avocats de la compagnie pharmaceutique établie en Suisse et des plaignants. L'accord, qui doit être approuvé par un juge fédéral, appelle aussi à une injection de 22,5 M\$ dans des programmes de la compagnie visant l'élimination de la discrimination. Cette entente concerne les requêtes de 5 600 femmes qui faisaient partie d'une action collective.

[Article de la Presse canadienne](#)

## **France : la réforme des retraites est adoptée malgré la contestation**

L'Assemblée nationale et le Sénat français ont adopté la réforme très contestée des retraites, projet majeur de la fin du mandat du président Nicolas Sarkozy. Des journées de grèves et de manifestations diverses ont eu lieu tout au long du processus législatif. Entre autres mesures, cette réforme relève de 60 à 62 ans l'âge de la retraite.

## **Cuba : 500 000 postes de fonctionnaire supprimés**

Plus de 500 000 fonctionnaires cubains seront licenciés dans les prochains mois et les autorités tenteront de transférer la plupart d'entre eux au secteur privé dans le cadre d'un mouvement sans précédent depuis les années 1960. On parle même de supprimer plus d'un million d'emplois à terme. Notons que plus de 85 % de la population active de l'île, soit plus de cinq millions de personnes, travaillaient dans la fonction publique en 2009.

[Article paru dans Le Monde](#)

## **Pologne : il y a 30 ans, Solidarnosc faisait souffler le vent de la liberté dans les pays de l'Est**

La Pologne célèbre cette année les 30 ans de Solidarnosc, le syndicat qui allait faire vaciller le bloc soviétique. Le 31 août 1980, le pouvoir polonais signe un accord avec Lech Walesa, le chef historique du syndicat, autorisant les syndicats indépendants dans le pays. L'électricien de Gdansk prend la tête d'un mouvement qui va s'étendre à tout le pays. Solidarnosc regroupe rapidement 10 millions de salariés sur les 13 millions que compte la Pologne.

Le mouvement prend vite une dimension politique avec l'arrivée sur les chantiers d'intellectuels dissidents. Solidarnosc va dès lors s'atteler au démantèlement du monopole du parti communiste polonais. En décembre 1981, le général Jaruzelski impose la loi martiale. Les responsables de Solidarnosc sont emprisonnés et le syndicat devient clandestin. En 1989, Solidarnosc, à nouveau légalisé, remporte les élections législatives, et le souffle de la liberté en Pologne fait tomber le mur de Berlin.

[Article dans le site Euronews](#)

## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

### **Au ministère du Travail**

[Le processus de négociation. Bilan de l'année 2009](#). Ministère du Travail, Québec, août 2010.

[La croissance des taux de salaire négociés au Québec en 2010. Résultats du premier semestre](#). Ministère du Travail, Québec, août 2010.

[Les ententes négociées](#). Ministère du Travail, Québec, Information statistique sur le travail, août 2010.

[Les ententes négociées](#). Ministère du Travail, Québec, Information statistique sur le travail, septembre 2010.

[Ententes négociées - Index annuel 2009](#). Ministère du Travail, Québec, septembre 2010.

Les arrêts de travail au Québec (données mensuelles), juillet 2010<sup>[1]</sup>. Ministère du Travail, Québec, Information statistique sur le travail, septembre 2010.

Les arrêts de travail au Québec (données mensuelles), août 2010<sup>[1]</sup>. Ministère du Travail, Québec, Information statistique sur le travail, septembre 2010.

Liste des tarifs de rémunération des arbitres de grief et de différend. En vigueur du 1<sup>er</sup> septembre 2010 au 31 août 2011<sup>[1]</sup>. Ministère du Travail, Québec, septembre 2010.

L'échéance de conventions collectives en décembre 2010<sup>[1]</sup>. Ministère du Travail, Québec, Information statistique sur le travail, septembre 2010.

L'échéance de conventions collectives en janvier 2010<sup>[1]</sup>. Ministère du Travail, Québec, Information statistique sur le travail, octobre 2010.

## Autres publications

POULIN, M., avec la collaboration de D. PRUD'HOMME. « Les protections sociales des travailleurs dans le cas des licenciements collectifs au Québec »<sup>[2]</sup>. *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail (REMEST)*, vol. 5, n° 2, 2010, p. 4-20.

L'article traite des obligations légales des employeurs en matière de licenciements collectifs, du pouvoir des acteurs sociaux et des programmes publics existants pour ces travailleurs. Il suggère également des pistes de recherche pour une meilleure connaissance de la sécurisation des travailleurs dans le cas des licenciements collectifs.

Emploi, gains et durée du travail<sup>[2]</sup>. Statistique Canada, Ottawa, juillet 2010.

Cette enquête révèle qu'entre juillet 2009 et juillet 2010, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a augmenté de 3,9 %, pour se chiffrer à 855,66 \$. Il s'agit de la hausse la plus importante en une année depuis février 2008. Les données présentées portent notamment sur la rémunération hebdomadaire moyenne par industrie et par province.

Remplacement du revenu pendant les années de retraite<sup>[2]</sup>. Statistique Canada, Ottawa, L'emploi et le revenu en perspective, août 2010.

Cet article traite de la mesure dans laquelle le revenu familial des particuliers à la mi-cinquantaine est « remplacé » par d'autres sources de revenus pendant les années de retraite.

Prévention de la violence entre membres d'une même organisation de travail. Évaluation d'une intervention participative<sup>[2]</sup>. Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, Études et recherches, Montréal, août 2010.

Très peu de connaissances existent sur l'utilité et l'efficacité des moyens mis en œuvre pour prévenir la violence interpersonnelle dans les milieux de travail et ainsi réduire ses impacts sur la santé et la sécurité du personnel exposé. L'étude proposée avait pour objectif de venir en partie combler cette lacune en évaluant une intervention participative visant la réduction de la violence interpersonnelle au travail dans trois établissements de détention québécois de taille différente.

Profil d'emploi des étudiants postsecondaires<sup>[2]</sup>. Statistique Canada, Ottawa, L'emploi et le revenu en perspective, septembre 2010.

Cet article porte sur les tendances à long terme de l'emploi chez les étudiants postsecondaires. On aborde le taux d'emploi, le nombre d'heures de travail et les revenus d'emploi selon le sexe, de même que la façon dont les autres caractéristiques des étudiants se répercutent sur l'emploi.

Flash Info, vol. 11, n° 3<sup>[2]</sup>. Institut de la statistique du Québec, Québec, Travail et rémunération, septembre 2010.

Cette édition du bulletin présente un article intitulé « Les intentions des travailleurs âgés de 50 ans et plus quant à leur retraite : une comparaison Québec-Ontario ». L'article apporte un nouvel éclairage sur les intentions des travailleurs plus âgés à l'égard de la prise de la retraite.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre, 2<sup>e</sup> trimestre de 2010<sup>[2]</sup>. Statistique Canada, Ottawa, septembre 2010.

Emploi, rémunération et heures de travail. Juin 2010 (données provisoires)<sup>[2]</sup>. Statistique Canada, Ottawa, septembre 2010.

## Le saviez-vous?

Il est possible d'être informé des dernières parutions inscrites dans le site Web du Ministère. Une fois que vous serez inscrit à la liste d'envois électroniques « Nouveautés », nous vous enverrons un courriel chaque fois que nous ajouterons de nouveaux renseignements importants dans notre site Web. Pour vous inscrire à cette liste, écrivez-nous.

## En perspective

### Les Canadiens éprouvent beaucoup de stress au travail

Selon un sondage national sur la santé mené par le groupe Desjardins Sécurité financière, la plupart des Canadiens estiment que leur santé physique et financière est bonne même si près de 30 % d'entre eux se sentent plus stressés aujourd'hui qu'il y a un an. Les participants au sondage ont indiqué que les principaux facteurs de stress étaient un salaire insuffisant (30 %), une surcharge de travail (27 %), un manque de reconnaissance (22 %) et une ambiance de travail négative (22 %).

Communiqué de Desjardins

### La santé mentale en milieu de travail

Le rapport intitulé *Une bataille juridique légitime*, de la Commission de la santé mentale du Canada, révèle qu'il y aurait eu, au cours des cinq dernières années, une hausse de 700 % des montants d'indemnisation liés à des problématiques de santé mentale en milieu de travail au pays.

Selon la vice-présidente de la Commission, M<sup>me</sup> Jayne Barker, on estime que « la maladie mentale entraîne des coûts de 51 milliards par année, occasionnés par l'utilisation des services de santé, l'absentéisme et les arrêts de travail. Comme le Canada compte plus de 17 millions de travailleurs, la responsabilité de protéger et de promouvoir la santé mentale en milieu de travail incombe aux employeurs et aux employés ».

Communiqué de la Commission

### Projet *Innovations, formation et protections sociales dans le travail et l'emploi*

Un nouveau projet de recherche mené par l'Université Laval tentera de définir des pratiques exemplaires en vue d'édifier des milieux de travail sains et efficaces. Intitulée *Innovations, formation et protections sociales dans le travail et l'emploi*, cette étude sera menée par M. Paul-André Lapointe, du Département des relations industrielles de l'Université Laval, et devrait s'étendre sur six ans.

### Construction : les coûts ne sont pas plus élevés au Québec qu'ailleurs au pays

Une étude de la firme SECOR, réalisée pour le compte de l'Association de la construction du Québec, conclut que les coûts de construction au Québec sont généralement sous la moyenne ou dans la moyenne quand on les compare à ceux des autres provinces. L'étude démontre aussi que les coûts de construction ont progressé moins rapidement au Québec qu'ailleurs au Canada au cours des 20 dernières années.

Communiqué de l'Association

## Événements à surveiller

### Colloque sur la manutention *La charge, on la partage!*

Le 10 novembre 2010 à Saint-Hyacinthe

Cet événement s'adresse aux employeurs, aux travailleurs ainsi qu'à leurs représentants, de même qu'à tous les intervenants en santé et sécurité qui s'intéressent aux problématiques liées à la manutention au travail. Il s'agit du premier colloque organisé par le

Réseau d'échanges sur la manutention.

## Concours d'excellence en relations industrielles

Du 9 au 15 janvier 2011 à l'Université Laval

Événement au cours duquel des candidats provenant de l'Université Laval, l'Université du Québec en Outaouais et l'Université de Montréal s'affrontent dans le cadre d'épreuves de résolution de cas dans les grands domaines des relations industrielles :

- Arbitrage de griefs
- Santé et sécurité au travail
- Gestion des ressources humaines
- Politiques publiques
- Négociation collective

Le ministère du Travail est fier de s'associer à cet événement qui encourage la relève dans le domaine des relations du travail!

## Des chiffres qui parlent

### Hausses salariales prévues au Québec et au Canada

Selon l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés, les employeurs seront plus généreux en 2011. En moyenne, on prévoit que les augmentations salariales seront de l'ordre de 2,7 % au Québec et de 2,8 % au Canada.

Communiqué de l'Ordre des conseillers en ressources humaines

- Accessibilité
- Confidentialité
- Droits d'auteur

Dernière modification : 2011-03-31

Québec

© Gouvernement du Québec, 2011